

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC RELATIVE A L'INSTALLATION ET L'EXPLOITATION D'OMBRIERES PHOTOVOLTAÏQUES SUR LES PARKINGS DU CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE

Date et heure limites de réception des offres :
Vendredi 10 juillet à 12:00

Propriétaire du domaine public

Centre Hospitalier de Libourne
112 rue de la Marne
33 500 Libourne

SOMMAIRE

1 - Objet de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Type et forme de contrat	3
1.3 - Nomenclature	3
1.4 - Durée	3
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Définition de la procédure	4
2.2 - Délai de validité des offres.....	4
2.3 - Autres informations	4
3 - Les intervenants.....	4
3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	4
3.2 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	4
3.3 - Contrôle technique	4
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	4
4 - Contenu du dossier de consultation	4
6 - Présentation des candidatures et des offres.....	5
6.1 - Documents à produire.....	5
6.2 - Visites sur site.....	7
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	7
7.1 - Transmission électronique.....	Erreur ! Signet non défini.
7.2 - Transmission sous support papier	Erreur ! Signet non défini.
8 - Examen des candidatures et des offres.....	8
8.1 - Sélection des candidatures.....	8
8.2 - Sélection des offres	9
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	9
9 - Renseignements complémentaires	10
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	10
9.2 - Procédures de recours	10

1 - Objet de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne : **Autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public relative à l'installation et L'exploitation d'Ombrières Photovoltaïques sur les Parking du Centre Hospitalier de Libourne**

Lieu(x) d'exécution :
Centre Hospitalier de Libourne
112 rue de la Marne
33500 Libourne

Le centre hospitalier de Libourne a été sollicité par Néomix et Gironde Energies pour l'occupation du domaine public en vue de l'installation et de l'exploitation d'ombrières photovoltaïques sur les parkings du Centre Hospitalier de Libourne

La production des ombrières a pour but d'être injectée sur le réseau public. Le présent avis de publicité a pour objet de porter à la connaissance du public cette manifestation d'intérêt spontanée et de permettre à tout tiers souhaitant également bénéficier de la même mise à disposition du domaine public en vue de la réalisation d'un projet similaire, de se manifester, conformément aux dispositions de l'article L.2122-1-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

La présente procédure de sélection est soumise aux dispositions de l'article L.2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques visant notamment à assurer une sélection présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence via notamment la mise en œuvre de mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester.

La présente procédure de sélection concerne la conclusion ultérieure au bénéfice de l'entité sélectionnée d'un titre d'occupation domaniale sous forme d'une convention d'occupation temporaire de domaine, en application de l'article L.2122-1 du Code général de la propriété des personnes publiques. Le régime des baux commerciaux est exclu.

À l'issue de la procédure de sélection, une convention d'occupation du domaine public en vue de l'installation et de l'exploitation d'ombrières photovoltaïques sur les parkings du centre hospitalier de Libourne sera conclue. A l'échéance de la convention, les biens construits par l'entité sélectionnée pourront revenir à la personne publique contractante. Cette occupation du domaine public sera consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle et la concession d'un avantage en nature dont le montant, les caractéristiques et les modalités de paiement seront fixées ultérieurement et ce, conformément aux dispositions des articles L.2125-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques.

1.2 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'une convention d'occupation temporaire du domaine public.

1.3 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
09331200	Module solaires photovoltaïques

1.4 - Durée

La convention sera conclue à compter de sa signature par les parties, pour une durée qui sera fixée de manière à ne pas restreindre ou limiter la libre concurrence au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer l'amortissement des investissements projetés et une rémunération équitable et suffisante des capitaux investis, sans pouvoir excéder les limites prévues, le cas échéant, par la loi (article L.2122-2 du Code général de la propriété des personnes publiques). Celle-ci ne pourra pas faire l'objet d'une tacite reconduction.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de sélection préalable définie aux articles L.2122-1-1 et L2122-1-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et en application de l'Ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques.

2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres ou à 6 mois à compter de la date limite de remise des offres finales dans le cas où des négociations ont lieu.

2.3 - Autres informations

Le Centre Hospitalier de Libourne pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure de sélection pour des motifs d'intérêt général.

La personne publique contractante examinera les propositions faites par les candidats. Seront écartées les propositions incomplètes ou considérées comme non pertinentes au regard des critères d'évaluation précisés ci-après. Il pourra être décidé de rencontrer les candidats ayant des propositions complètes et pertinentes, et/ou de leur écrire pour leur demander des précisions ou compléments sur les propositions faites. La personne publique contractante ne souscrit aucune obligation vis-à-vis des candidats, autre que d'examiner avec sérieux et sans a priori les propositions faites et d'engager de bonne foi des discussions en vue de rassembler les meilleures compétences pour réaliser au mieux le projet. Les candidats qui remettent une offre acceptent cette règle de libre négociation et ne pourront demander aucune indemnité pour les peines et débours que la participation à la présente procédure de sélection leur aura occasionné, et ce pour quelque cause que ce soit.

3 - Les intervenants

3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Sans objet

3.2 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

Sans objet

3.3 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le coordonnateur sécurité et protection de la santé des travailleurs sera désigné ultérieurement.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'avis d'appel à candidatures
- Le présent règlement de consultation et ses annexes, à remplir par le candidat :
 - o Annexe 1 : références
 - o Annexe 2 : Déclaration sur l'honneur
- Le certificat de visite à compléter par le candidat

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Le centre hospitalier se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les

candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le centre hospitalier applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Les candidats devront respecter l'arborescence suivante :

- DFTT Ombrières DA
 - CAPACITE ECO
 - JURIDIQUE
 - REFERENCES
- DFTT Ombrières DT
 - CERTIFICAT DE VISITE
 - NOTICE 1
 - NOTICE 2
 - NOTICE 3
 - NOTICE 4

Chaque pièce renseignée devra être nommée du numéro de pièce renseigné dans les tableaux ci-dessous. Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

DOSSIER « DFTTOmbrières DA »

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	N° pièce	Signature
Déclaration sur l'honneur jointe au dossier de consultation en annexe 2, à remplir par le candidat	J1	Oui
Documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat (statuts, extrait Kbis, pouvoir interne à la société)	J2	Non
Les certificats fiscaux et sociaux attestant de la régularité de la situation fiscale et sociale du candidat	J3	Non
Lettre de candidature permettant d'identifier le candidat (en cas de groupement, le mandataire, chaque membre du groupement, la nature du groupement) (le candidat peut utiliser l'imprimé DC1)	J4	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	N° pièce	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles	C1	Non
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels (responsabilité civile, assurance décennale)	C2	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	N° pièce	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	R1	Non
Liste des références au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin) - le candidat remplira l'annexe 1	R2	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de services ou de conduite des travaux affectés à l'exécution du contrat	R3	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

DOSSIER « DFTT26002 DT »

Pièces de l'offre :

Libellés	N° Pièce	Signature
Une notice technique visant à une description technique du projet (la production annuelle estimée, la méthodologie du projet (notamment la solution technique envisagée, le mode de raccordement, le développement d'une solution d'IRVE...), l'entretien et la maintenance préventive et curative envisagés, le planning envisagé Ce document est limité à 4 pages.	1	Non
Une notice détaillant et présentant dans l'intégralité le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public proposé	2	Non
Une notice sur la dimension environnementale du projet, explicitant notamment la stratégie interne et ses objectifs en faveur de la transition et de l'autonomie énergétique du territoire, l'intégration paysagère Ce document est limité à 4 pages.	3	Non
Une notice présentant le modèle financier proposé et son plan de financement	4	Non
Certificat de visite signé	5	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Deux visites seront organisées le mardi 23 juin à 14h30 et le mercredi 24 juin à 14h30 sur place.
Merci de prendre contact à l'adresse mail secretariat.travaux@ch-libourne.fr pour organiser la visite.

Une visite sur les deux créneaux proposés est obligatoire.
RDV à l'accueil de l'hôpital du centre hospitalier de Libourne
Une visite conditionne la recevabilité de l'offre.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Pour l'envoi de leurs propositions, les candidats ne disposent que d'un seul mode de transmission :
- les plis sont transmis sur support papier;
Dates et heures limites de réception des plis : Vendredi 10 juillet 2026 à 12h.

Le pli sera transmis sous pli cacheté et portera les mentions suivantes :

Centre Hospitalier de Libourne
Pavillon 1 DFTTB
112 rue de la Marne
33500 LIBOURNE

« CONSULTATION relative à l'installation et l'exploitation d'ombrières photovoltaïques sur les parkings du centre hospitalier de Libourne »

Raison sociale du Candidat : _____

« NE PAS OUVRIR »

Le pli devra être adressé par tout moyen permettant de définir de façon certaine la date et l'heure de réception, ou remis contre récépissé à l'adresse ci-dessus les jours ouvrés et aux horaires suivants : 9h00-12h00 ou 14h00-16h00). Les dossiers remis sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.

La remise des plis par voie électronique n'est pas autorisée.

Les plis devront être remis ou parvenus à destination au plus tard à la date et l'heure limites mentionnées ci-dessus. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les dossiers qui parviendront après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus et seront renvoyés, pour les offres déposées par voie papier, à leurs auteurs. Le candidat est seul responsable du bon acheminement de son pli dans les délais. Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation. Le ou les plis précédemment déposés seront rejetés sans avoir été ouverts.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature « **DFTT Ombrières DA** » et les pièces de l'offre « **DFTT Ombrières DT** » définies au présent règlement de la consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Si après l'ouverture des plis relatifs aux candidatures, le représentant du pouvoir adjudicateur constate qu'il manque des pièces ou informations pour examiner les candidatures, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de 10 jours maximum à compter de la réception de la demande par les candidats.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Après analyse des candidatures, les candidats qui ne présentent pas les capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes ne sont pas admis.

8.2 - Sélection des offres

Si après l'ouverture des plis relatifs aux offres, le représentant du pouvoir adjudicateur constate qu'il manque des pièces ou informations pour examiner les offres, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier d'offre dans un délai de 10 jours maximum à compter de la réception de la demande par les candidats.

Afin de sélectionner l'occupant, les offres des candidats seront analysées au regard des critères de jugement suivants :

Critères	Pondération
1 - Valeur technique jugée au regard de la notice technique	50.0
<i>1.1 - Pertinence de la production annuelle estimée, 1.2 - Qualité de la méthodologie du projet (notamment la solution technique envisagée, le mode de raccordement, le développement d'une solution d'IRVE...) 1.3 - Qualité de l'entretien et de la maintenance préventive et curative 1.4 - Qualité des références fournies (annexe 1) 1.5 - Pertinence du planning envisagé</i>	
2 - Qualité du projet de convention d'occupation temporaire du domaine public proposé par le candidat	30.0
3 - Qualité environnementale du projet	10.0
<i>3.1 - Intégration paysagère, 3.2 - Prise en compte des enjeux environnementaux, 3.3 - Stratégie et objectifs de développement des unités de production d'énergie renouvelable du porteur de projet et stratégie de démantèlement à la fin de la convention</i>	
4 - Critère financier apprécié au regard du montage financier et du plan de financement proposés	10.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Les méthodes utilisées pour la notation des autres critères sont les suivantes :

La proposition répond de manière très satisfaisante à toutes les exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du marché : 100 % de la notation

La proposition répond de manière satisfaisante : 75% de la notation

La proposition répond de manière moyennement satisfaisante : 50 % de la notation

La proposition répond de manière peu satisfaisante : 25 % de la notation

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Suite à l'analyse des offres reçues, le centre hospitalier de Libourne se réserve la possibilité de demander aux candidats toute information complémentaire sur son offre susceptible d'éclairer le choix de l'occupant. Si la personne publique l'estime nécessaire, une négociation pourra être menée avec les trois (3) candidats les mieux classés, sur des éléments qui leur seront communiqués à cette occasion.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre initiale inacceptable, incomplète (après délais de régularisation précités) ou irrégulière sera écartée et ne pourra être retenue pour participer à la négociation.

Cependant, si le nombre de candidats ayant remis une offre régulière est inférieur à 3, la négociation pourra être menée avec tous les candidats.

Les négociations pourront se dérouler en plusieurs étapes prenant la forme d'échanges écrits (courriers et/ou courriels) et / ou d'entretiens au cours desquels de nouvelles offres pourront être apportées par les candidats.

A ce titre, les candidats sont invités à produire une adresse mail permettant une correspondance certaine avec le pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de la négociation, les candidats pourront être invités par le Pouvoir Adjudicateur à préciser, compléter ou modifier leur offre, sans pour autant qu'il soit porté de modifications substantielles au DCE.

A l'issue de ces négociations, l'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre finale inacceptable, incomplète ou irrégulière sera écartée. Le Pouvoir Adjudicateur retiendra l'offre finale économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix fixés ci-dessus.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours. Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : secretariat.travaux@ch-libourne.fr

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif
9 rue Tastet
33063 Bordeaux

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal administratif
9 rue Tastet
33063 Bordeaux

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

CCIRA de Bordeaux
Direccte Nouvelle-Aquitaine - Pôle C
118 cours du Maréchal Juin
TSA 10001
33075 BORDEAUX CEDEX

Tél : 05.56.69.27.18

Courriel : claire.gachet@direccte.gouv.fr